



PLATEFORME
INTER-ASSOCIATIVE
POUR LE
SERVICE CIVIQUE

Monsieur le Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 31 janvier 2025

Objet : Alerte sur le Service Civique

Monsieur le Premier Ministre,

Faute de Loi de finance, l'État place brutalement des milliers de jeunes et associations au pied du mur. Hier, une note du ministère du budget, relayée à tous les organismes d'accueil de jeunes en Service Civique, leur apprenait une décision brutale et inacceptable : le gel du Service Civique pour toute mission débutée en 2025 dans l'attente de l'approbation du PLF.

Si nous apprenons ce jour que les volontaires engagés en janvier devraient pouvoir continuer leur mission, ce sont pourtant 2000 autres volontaires qui ne pourront pas commencer leur mission lundi prochain...

Autant de jeunes qui avaient prévu de s'engager dans les jours qui viennent, et qui risquent donc de perdre une année complète, dans un contexte de précarité généralisée pour la jeunesse, et de perdre par la même occasion confiance en l'État et en notre démocratie.

Concrètement, ce sont aussi des milliers d'associations et établissements publics qui, du jour au lendemain et sur tout le territoire, seront contraints de repousser l'engagement des jeunes en service civique, et vont être mis en difficulté.

Autant d'associations prises par surprise, qui pâtissent déjà d'une baisse générale de leurs moyens et financements.

La jeunesse et les associations qui s'engagent pour l'intérêt général ne doivent pas payer le prix des blocages politiques !

Le budget 2025 de l'Agence du Service Civique avait été approuvé en décembre dernier par son Conseil d'Administration. Les contrats signés et agréments délivrés aux organismes d'accueil se doivent d'être honorés par l'État.

Aussi les associations et mouvements de jeunesse réunis ce jour tirent la sonnette d'alarme et vous demandent, Monsieur le Premier Ministre :



- de lever le coup d'arrêt mis sur le Service Civique dans l'attente du vote du PLF 2025 pour permettre à tous les jeunes qui le souhaitent de s'engager ;
- de sanctuariser dans la loi de finances 2025 les 600 millions d'euros de budget alloués au Service Civique, afin de maintenir à 150 000 le nombre de jeunes volontaires accueillis en 2025, conformément aux engagements pris par le Gouvernement et soutenus par le parlement.

Alors même que le Service Civique écologique devait être déployé et que nous allons dans un mois célébrer les 15 ans du Service Civique, ce dispositif, reconnu par toutes et tous pour son efficacité et son importance doit absolument être préservé, voire être renforcé.

Monsieur le Premier Ministre, nous comptons sur vous pour ne pas casser définitivement la confiance que nos jeunes ont en notre État et en notre démocratie. Les jeunes et les associations doivent, quant à eux, urgemment être rassurés.

Claire THOURY
Présidente

Copie :

- Madame Marie Barsacq, Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative